

## LES EVENEMENTS DE 1947 A MADAGASCAR

par

Lucile RABEARIMANANA

Il existe, dans l'histoire de Madagascar, des sujets qui, plus que d'autres, intéressent chercheurs et simples citoyens. C'est en particulier le cas des événements de 1947. Même s'ils sont restés bien vivaces dans la mémoire collective, la conjoncture politique de la fin de la colonisation a empêché les Malgaches d'en discuter. Mais la célébration de leur 20<sup>ème</sup> anniversaire, le 29 mars 1967 et, dès lors, la consécration officielle de cette date à la commémoration des martyrs du nationalisme malgache, font se délier les langues et, de nos jours, des passions vieilles de 45 ans, sont loin d'être éteintes. Acteurs, témoins, détracteurs n'ont cessé, depuis, de s'exprimer sur ce que d'aucuns appellent *tabataba* (troubles), se critiquant sans retenue. Les politiques n'ont pas manqué non plus d'exploiter ces événements en fonction de leurs intérêts et de les récupérer.

Les chercheurs, quant à eux, œuvrent pour la reconstitution des faits et pour leur analyse sans passion. Ils profitent à la fois de la présence, quoique en nombre de plus en plus restreint, d'acteurs ou de témoins de cette époque encore vivants et de l'existence de dossiers d'archives, volumineux et variés, qui leur sont de plus en plus accessibles. Ainsi, aussi bien grâce aux témoignages qu'aux résultats de la recherche, la bibliographie sur "1947" ne cesse de s'étoffer : les publications abondent, et quelques films également ont été produits\*. Les différentes opinions et prises de position ainsi exprimées nous permettent d'effectuer une mise au point, toute provisoire certes, sur l'état actuel des connaissances et des thèses sur les événements de 1947.

### I — L'ETAT DE LA QUESTION

L'étude des mouvements populaires a longtemps été un parent pauvre de l'histoire de Madagascar. Même si, de nos jours, le stade de l'histoire purement événementielle est dépassé, certaines questions n'ont pas encore été abordées ou restent peu connues, sinon sous un seul angle,

\* Une filmographie sur 1947 sera publiée dans un prochain numéro (N.D.I.R.).

strictement politique. A ce sujet, l'analyse des mouvements populaires effectuée par l'administration et les colons depuis la résistance à la conquête, se cantonne dans une vision qui tend à minimiser leur importance et à n'y voir que des réactions qui relèvent de la psychologie collective de populations qualifiées d'anarchiques et de belliqueuses.

L'insurrection de 1947, elle, aussi bien dans le discours politique que dans les études historiques, a longtemps été passée sous silence. Comme le M.D.R.M. et le nationalisme malgache dans son ensemble, elle était considérée comme un sujet tabou, même si le souvenir des événements, comme l'aspiration à l'émancipation, restaient vivaces. A propos de ce mouvement, nous adoptons d'emblée le terme d'insurrection, mais il n'a pas toujours été nommé ainsi. Les contemporains, suivant leur camp, ont parlé de "rébellion", terme consacré par l'administration française, ou de "provocation" de cette dernière pour mater le nationalisme malgache. Cette deuxième interprétation est celle des membres du M.D.R.M., de leurs défenseurs et des nationalistes malgaches qui leur ont succédé. Ceux qui accèdent à la première thèse ne retiennent souvent, eux, que les manifestations extérieures et partielles du mouvement : les pertes humaines et les dégâts matériels occasionnés par l'insurrection.

De nos jours, l'historien ne peut se contenter de ces interprétations dictées par les raisons politiques du moment ou par la rigueur de la répression. Il se doit de pénétrer à l'intérieur même du mouvement, de l'analyser pour en découvrir la vraie nature, en déceler les motivations profondes. De nombreux facteurs favorisent d'ailleurs les recherches dans ce domaine. Tout d'abord, l'attitude des autorités malgaches, réhabilitant les luttes anticoloniales et le nationalisme, qui contribue à lever le voile sur ce passé. Les acteurs et les témoins commencent ainsi, depuis 1967, à relater ce qu'ils ont vu ou vécu. D'autres sources s'ouvrent aussi à l'historien, les archives publiques en particulier, qui lui sont progressivement accessibles. Mais il est toujours en quête de sources nouvelles, car il ne perçoit pas l'insurrection comme un fait uniquement politique, mais comme un mouvement profond, multidimensionnel, émanant d'une société et se répercutant sur elle.

#### A — LES INTERPRETATIONS DES CONTEMPORAINS : REBELLION OU PROVOCATION ADMINISTRATIVE ?

L'analyse des événements par les hommes politiques de l'époque accreditte deux thèses, apparemment contradictoires, sur la nature de l'insurrection et sur ceux qui l'ont organisée.

1° *La thèse officielle : la responsabilité du M.D.R.M. et des députés malgaches*

» Dès le lendemain du déclenchement de l'insurrection, le 30 mars, Radio-Tananarive annonce que le M.D.R.M. est responsable des événements, rapporte Pierre Boiteau. Le Haut commissaire de Coppet lui-même déclare à l'Assemblée représentative, réunie à Antsirabe début avril, que "les résultats des enquêtes... mettent en cause la responsabilité des membres du M.D.R.M. Le rôle du M.D.R.M. dans cette machination préparée de longue date... ne peut plus faire de doute à personne"<sup>2</sup>. En outre, colons et membres du PADESM, qui partagent le point de vue de l'administration ne cessent de vitupérer ce parti. Ils dénoncent, par la même occasion, les parlementaires malgaches et les "Hova" dans leur ensemble, pour avoir fomenté la "rébellion dans le but de restaurer l'ancienne monarchie et l'hégémonie hova"<sup>3</sup>. Certains indices, considérés comme des preuves, ainsi que les enquêtes policières, corroborent les déclarations officielles. C'est ainsi que, par exemple, le télégramme appelant au calme, le 27 mars, envoyé par les dirigeants M.D.R.M., est interprété comme un signal du déclenchement de l'insurrection. Enfin, les tenants de cette thèse, voient avant tout, dans le mouvement, une large campagne de vols, d'assassinats, de règlements de compte ; aussi considèrent-ils les insurgés comme des criminels de droit commun.

Une telle thèse, à peine nuancée, se retrouve encore dans des écrits récents. Pour A. Spacensky en particulier, la "principale cause directe du soulèvement demeura l'intempérance des discours et des écrits nationalistes... En ces circonstances, les leaders du M.D.R.M. avaient, à tout le moins, joué les apprentis sorciers. Ils auraient dû méditer le vieux proverbe malgache : "Les paroles portent plus loin que le fusil". Pour ne pas l'avoir fait, ils furent à l'origine du drame qui déchira Madagascar"<sup>4</sup>. Cependant, les recherches récentes écartent la responsabilité des leaders de ce mouvement dans l'organisation de l'insurrection. Eux-mêmes n'ont-ils pas toujours nié les accusations formulées contre eux ? Jacques Tronchon pense que "la thèse d'un complot des parlementaires, des "Hova" et du M.D.R.M., ne peut plus être retenue comme explication première de l'insurrection..."<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> P. Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, p.386. L'auteur soutient la thèse de la provocation de l'administration coloniale. Pour les références précises des ouvrages cités, voir *infra* II. Bibliographie.

<sup>2</sup> *Journal Officiel de Madagascar* du 19 avril 1947.

<sup>3</sup> I. Rabearimanana, *La presse d'opinion à Madagascar*, p. 136-138 et 141-142.

<sup>4</sup> A. Spacensky, *Madagascar, cinquante ans de vie politique*, p.65.

<sup>5</sup> J. Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947*, p.100.

2° *Une provocation de l'administration coloniale pour écraser le M.D.R.M. et le mouvement nationaliste malgache*

Les parlementaires et les dirigeants M.D.R.M., que les partisans du statu quo colonial accusent, réagissent promptement et vigoureusement pour dégager leur responsabilité. Dès le 31 mars, Ravoahangy et Rabemananjara proclament leur "réprobation la plus formelle de ces actes de barbarie et de violence". "Nous espérons, poursuivent-ils, que la Justice fera jaillir toute la vérité et déterminera la responsabilité de ces crimes... Nous affirmons solennellement que le bureau politique du M.D.R.M. n'a jamais participé à la machination et à la réalisation de ces actes odieux"<sup>6</sup>. Ils nient ainsi toute participation des leaders de leur parti à la préparation et au déclenchement de l'insurrection. De nombreux membres du M.D.R.M. déclarent ignorer jusqu'à l'existence de toute tentative d'une lutte pour obtenir l'indépendance. Pour la plupart d'entre eux, l'insurrection est organisée par les sociétés secrètes PANAMA et JINA<sup>7</sup>, avec le concours de l'administration coloniale. Celle-ci, pensent les dirigeants et les membres de ce parti, considère le M.D.R.M. comme le principal adversaire du régime colonial, devenu trop puissant par le nombre de ses sections disséminées dans tout le pays et par celui des sièges qu'il remporte dans les assemblées locales et à la Chambre des députés. Aussi s'efforce-t-elle de mener une action répressive d'envergure avant même l'éclatement de l'insurrection. Les directives viennent de la métropole même, puisque le ministre de la France d'Outre-mer, par un télégramme de septembre 1946, avait enjoint à l'administration de Madagascar de combattre le M.D.R.M. "par tous les moyens"<sup>8</sup>. Quant aux leaders des sociétés secrètes, certains sont considérés par cette tendance comme des agents doubles, à la solde de l'administration, d'autant plus que, malgré leurs responsabilités évidentes dans l'insurrection, ils n'ont pas été sérieusement inquiétés, même au plus fort de la répression. En outre, la description par Me Stibbe, défenseur des prévenus, des innombrables irrégularités de l'instruction et du procès des principaux accusés, ainsi que les déclarations des hauts responsables de l'administration, laissent conclure que celle-ci voulait à tout prix imposer les dirigeants M.D.R.M. comme responsables et épargner ceux des sociétés secrètes, jugées moins dangereuses. Suivant cette thèse, l'insurrection est une provocation de l'administration et ses dirigeants ne sont pas des nationalistes, mais des agents de l'administration.

<sup>6</sup> Proclamation à la population affichée sur les murs de Tananarive le 31 mars 1947.

<sup>7</sup> Parti national malgache et jeunesse nationale malgache.

<sup>8</sup> Rapporté par Me Stibbe, *Justice pour les Malgaches*, p.18

Les nationalistes qui ont succédé au M.D.R.M. dans la lutte pour l'indépendance se rangent sur cette même ligne ; ils voient "dans la condamnation de ce mouvement une manoeuvre pour arrêter la marche de la Nation malgache vers son émancipation"<sup>9</sup>. De même, d'anciens dirigeants du M.D.R.M. continuent, dans des mémoires écrits à la fin des années 1960 et dans les années 1970, à parler de complot fomenté par l'administration coloniale et les capitalistes pour anéantir le parti<sup>10</sup>. Enfin, la thèse de la provocation est encore accréditée par des chercheurs comme Francis Koerner en 1971<sup>11</sup>. Pourtant, malgré l'existence de certains indices, cette thèse ne résiste pas non plus à l'examen sérieux des faits observés dans leur ensemble. En réalité, comme la première, elle correspond aux motivations des différentes tendances politiques présentes sur la scène malgache au lendemain des événements. Celles-ci pouvaient alors s'exprimer et militer pour le triomphe de leurs causes respectives. A l'époque, les vrais acteurs de l'insurrection combattaient les armes à la main, beaucoup ont payé de leur vie leur volonté de chasser l'occupant. Ils ne pouvaient, de ce fait, témoigner pour leur cause, proclamer que celle-ci était motivée par un nationalisme authentique. Les circonstances ultérieures allaient permettre cependant de réviser les différentes opinions bien ancrées jusque-là sur les événements de 1947.

## B — 1947 : UNE INSURRECTION CONTRE L'OCCUPANT

### 1 - Les données nouvelles

La répression qui a régné à Madagascar du fait des événements a profondément traumatisé la plupart des Malgaches. Une reprise en main vigoureuse de la situation dans les campagnes par les autorités administratives, le retour à un régime policier privant la population des libertés démocratiques, une vie politique en sourdine ne pouvaient que contribuer à faire taire toute allusion aux événements ; le terme même de M.D.R.M. semblait banni du vocabulaire des Malgaches. L'ambiance politique libérale qui prévaut par suite de la Loi-cadre et l'avènement de l'indépendance en 1960 ne réussissent pas à percer le mystère qui recouvre l'insurrection. Tout recours à des documents officiels pour la connaître était aussi hors de question. Il fallait décidément un autre climat politique pour qu'elle recommence à faire parler d'elle.

---

<sup>9</sup> *Lalam-Baovao*, n° 100, 11 mars 1955.

<sup>10</sup> J. Rakotonirainy, *Ny marina momba ny M.D.R.M. sy ny zava-miafin'ny Fikomiana Malagasy tamin'ny taona 1946-1947*, p. 6.

<sup>11</sup> F. Koerner, "Les événements de 1947 à Madagascar", *Esprit*, n° 406, septembre 1971.

### — Le changement d'ambiance politique

Le voile commence à se lever lorsque, en 1967, l'Etat malgache décide de commémorer le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection. Le 29 mars était jusqu'alors considéré comme une journée de souvenir et de recueillement. Certains Tananariviens appréhendaient encore quelques troubles, 20 ans après. Cependant les langues commencent à se délier. A la fin des années 1960, des membres du M.D.R.M. écrivent et publient leurs mémoires. Joseph Rakotonirainy en particulier, nationaliste de longue date, secrétaire général du M.D.R.M. pense que le moment est venu de révéler la vérité sur son parti. De plus, il favorise la publication des écrits d'autres nationalistes qui avaient milité hors de la capitale, comme Rakotoniaina, le seul rescapé des wagons de Moramanga<sup>12</sup> et Robert Dama qui commanda un groupe de guérilla contre l'armée française dans la région de Moramanga<sup>13</sup>. C'est surtout sous la II<sup>e</sup> République, qui a réhabilité les mouvements nationalistes malgaches, que se multiplient les témoignages. Avec la construction du mausolée d'Avaratr'Ambohitsaina, la constitution d'une Commission nationale chargée de s'occuper des rescapés de 1947, l'ambiance générale devient favorable à l'insurrection.

### — Des sources relativement abondantes

Les anciens membres du M.D.R.M. et des sociétés secrètes se font connaître, certains, lors de tables rondes organisées par l'Université ou par des partis politiques, acceptent volontiers de livrer ce qu'ils étaient obligés de taire jusque-là. Le débat reste passionné, les acteurs peuvent enfin exprimer leur point de vue sur des événements encore proches et dont bon nombre de participants sont encore en vie. Une foule de témoignages sont aussi publiés<sup>14</sup>, qui commencent à assouvir la soif des Malgaches de mieux connaître ces fameux *tabataba* (troubles) de 1947. Cependant, la plupart des petits ouvrages qui relatent les faits ne sont pas toujours des témoignages directs d'acteurs ou de vrais observateurs. Ceux qui ont combattu les armes à la main, ou du moins ceux qui ont survécu à la répression ou au grand âge, restent inconnus ou inaccessibles dans les régions de la forêt orientale, où ils ont combattu. C'est leurs témoignages surtout qui méritent d'être recueillis. De toute façon, l'abondante littérature fournie par les contemporains constitue une source intéressante pour le chercheur — avec l'appareil critique

12 Il s'agit d'un convoi de nationalistes arrêtés à Ambatondrazaka et transférés en train à Moramanga. Arrivés dans cette ville, ils furent tous fusillés dans les wagons.

13 Cf. Bibliographie, *infra*.

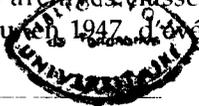
14 Cf. Bibliographie, *infra*.

nécessaire bien entendu — et permet d'adopter une vision nouvelle des événements. En ce qui concerne les témoignages des contemporains un problème reste difficile à résoudre à l'heure actuelle. Si l'ambiance favorise la floraison des publications d'hommes politiques qui avaient lutté pour l'indépendance, elle n'encourage pas les partisans du régime alors en place à s'exprimer. Seul, le témoignage de Patrice Ndrova, notable du village de Fasina dans la région de Moramanga est publié à l'heure actuelle<sup>15</sup>. Il reste beaucoup à entreprendre dans ce genre d'enquête orale.

Cependant d'autres sources, auxquelles, il y a quelques années encore, il ne pouvait accéder, s'offrent à l'historien. Des archives publiques commencent à lui être ouvertes. C'est le cas notamment de celles de la Direction des Affaires politiques, anciennement conservées à Paris, rue Oudinot, et actuellement déposées aux Archives de la France d'Outre-mer à Aix-en-Provence, même si la consultation de certains dossiers restent interdite. L'étude de l'insurrection doit aussi utiliser les rapports des chefs de districts de l'époque, bien documentés sur les situations locales, conservés et consultables dans le même service d'archives, ainsi que les rapports d'inspection effectués après 1945 et dans les années 1950. Quant aux archives qui existent à Madagascar, beaucoup sont encore à collecter, entassées souvent dans de mauvaises conditions de conservation dans différents services administratifs disséminés à travers tout le pays. Et certaines ont été délibérément brûlées pour faire disparaître les traces de la répression. Ce travail de collecte et de bonne conservation des archives s'avère aussi urgent qu'indispensable. Remarquons, par ailleurs, qu'une étude de l'insurrection ne peut se contenter des seules archives politiques officielles. Toute archive, publique ou privée, concernant les faits politiques, économiques, sociaux ou religieux, intéresse l'historien, preneur de ce qui peut lui permettre d'appréhender les faits qui ne peuvent être analysés isolément. L'état des sources connues et la méthodologie utilisée permettent de soutenir une thèse nouvelle sur la nature des événements de 1947. †

## 2 - "L'insurrection malgache de 1947"

L'ouvrage de Jacques Tronchon est le premier ouvrage scientifique accréditant cette nouvelle thèse sur les responsables et la définition du mouvement populaire. Appuyant son étude sur l'interview de près de 140 personnes et sur des archives classées en 22 dossiers, l'auteur soutient qu'il "n'y a pas eu en 1947, d'événements dont on ne saurait

  
<sup>15</sup> P. Ndrova, "Momba ny "rébellion" taona 1947, traduit et édité par F. Fanony et N. Gueunier in *Etudes océan Indien*, vol. III, 1983.

trop à qui attribuer la paternité. Il y a eu d'abord une insurrection conçue, organisée et faite par des Malgaches"<sup>16</sup>.

Sans nier l'éventualité de provocations extérieures, il voit dans les motivations des dirigeants, comme dans celles des simples membres des sociétés secrètes, le désir commun de délivrer Madagascar de l'oppression coloniale. Que ceux-ci appartiennent en même temps à l'organisation, légale, du M.D.R.M. ne présente aucune contradiction. Cette structure sert de couverture à des activités souterraines de préparation de l'insurrection. Quant à penser qu'il s'agit d'un mouvement rétrograde, purement négatif, il n'en est rien, pense l'auteur, dont la conclusion est partagée par Benjamina Ramanantsoa Ramarcel<sup>17</sup> qui a étudié les deux sociétés secrètes. L'organisation de l'administration, du ravitaillement et de la vie quotidienne en zone libérée montre le souci des insurgés d'édifier une société juste et disciplinée où règnent l'enthousiasme et la foi en l'avenir.

Mouvement positif, entreprise responsable, l'insurrection l'est aussi, si on tient compte de la situation économique de la zone insurgée. Les petits colons réunionnais de la côte est et les concessionnaires de mines de graphite se plaignent des dégâts causés par les insurgés. Les premiers surtout les rendent responsables de leur ruine et insistent sur les "actes de barbarie perpétrés par les rebelles". Or s'ils sont pratiquement réduits à la misère, ce n'est pas l'insurrection qui doit être incriminée. Ils étaient en difficulté depuis de longues années, à la suite de la crise de 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Le mouvement populaire n'a fait qu'achever une petite colonisation qui n'en finissait pas d'agoniser. Les insurgés, de leur côté, loin de se livrer à la destruction des plantations ont préservé et assuré les récoltes de café de 1947 et de 1948, et permis ainsi la poursuite des exportations vers la métropole. S'il y a baisse de la production après 1945, les raisons sont à chercher plutôt du côté des séquelles de l'isolement, dont Madagascar a souffert pendant la guerre<sup>18</sup>.

En bref, il s'agit d'une authentique insurrection nationaliste destinée à expulser un occupant, dont la tutelle est devenue insupportable oppression, et à restaurer les valeurs de la civilisation malgache. C'est une action énergique des masses paysannes contre la colonisation, alors que la petite bourgeoisie urbaine, désengagée, a abandonné cette forme de lutte. Une insurrection nationaliste, est-ce à dire que ceux qui n'ont

---

16 J. Tronchon, *op.cit.*, p.117.

17 B. Ramanantsoa Marcel, *Les sociétés secrètes nationalistes à Madagascar dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*.

18 L. Rabearmanana, "La politique de développement économique de la côte est de Madagascar dans les années 1950", *Omaly sy Anio*, n° 21-22, 1985.

pas pris les armes ne le sont pas ? Est-ce à dire, comme certains membres des sociétés secrètes l'affirment encore de nos jours, que les dirigeants M.D.R.M. ne sont pas nationalistes ? Loin de nous une telle pensée. Pour ces derniers, pour les trois députés malgaches en particulier, il est indéniable que la revendication d'un Etat libre au sein de l'Union française était une étape nécessaire — mais une étape seulement — vers l'indépendance. Elle correspondait à la conjoncture politique de l'époque en métropole et dans l'Union française. Mais tous, les acteurs de la lutte armée comme ceux qui combattaient dans la légalité, tous témoignaient de l'aspiration quasi unanime du peuple malgache à l'indépendance.

### 3 - *Les perspectives de la recherche sur les mouvements populaires à Madagascar*

#### — Quelques pistes

La thèse soutenue, au stade actuel des recherches sur l'insurrection, et compte tenu des sources disponibles, est définie dans ses grandes lignes. Elle a cependant besoin d'être complétée, précisée. L'analyse doit être affinée, nuancée, en fonction de situations différentes selon les structures (économiques, sociales, culturelles) locales. Il importe, en effet, d'examiner les contingences innombrables résultant de contextes régionaux variables. Les différences ne se marquent pas seulement au niveau ville-campagne ; la présence ou non d'une colonisation dense est un facteur important dans l'implantation des organisations nationalistes ; la persistance ou, au contraire, le déclin des structures sociales traditionnelles influent aussi sur la cohésion et la solidarité du groupe, et, suivant les cas, les modes d'implantation et les pratiques de lutte du M.D.R.M. ou du JINY diffèrent. Il est évident que les méthodes sont différentes dans les sections urbaines, organisées bureaucratiquement, et les sections implantées dans des zones rurales où les communications sont difficiles et où l'analphabétisme règne encore. Il en est de même de la perception des réalités vécues et de la conception des perspectives politiques. Le mot indépendance devait revêtir des significations et un contenu différents suivant l'origine géographique et sociale des nationalistes.

Un autre point mérite aussi approfondissement : le rôle assigné à l'aide extérieure par les organisateurs de l'insurrection. La question se pose à deux niveaux. D'une part, il y a l'action des dirigeants des sociétés secrètes. Est-il vrai qu'ils ont entretenu des liens avec des Sud-Africains, des Américains, des Britanniques ? Quel fut le rôle des relations avec ces étrangers pendant la guerre ? D'autre part, comment les militants de la base, les insurgés de la zone forestière, concevaient cette aide étrangère ?

Y croyaient-ils vraiment ? En tout cas, ce mythe de l'aide étrangère aux mouvements nationalistes existe à Madagascar, aussi bien avant que pendant et après l'insurrection de 1947<sup>19</sup>. Lié à ce problème, il faut aussi étudier le rôle des différentes missions religieuses dans le nationalisme malgache. Si leurs positions officielles sont connues, il reste à examiner l'influence des pasteurs et des prêtres de paroisse dans les différentes régions. Elle devait être non négligeable, mais son étude reste à faire.

Bref, la poursuite des recherches sur l'insurrection nécessite les méthodes d'une histoire totale. Il ne s'agit pas seulement de découvrir l'enchaînement des événements, mais de connaître l'homme, l'acteur, d'analyser ses motivations, ses conceptions. Il doit être placé dans son milieu économique, social et culturel, qui forme un tout indissociable. En effet, l'insurrection s'est manifestée certes par l'agression armée contre les colons et les fonctionnaires subalternes de l'administration coloniale, c'est l'aspect spectaculaire et peut-être le plus important de la contestation. Mais celle-ci revêt d'autres aspects, qu'il importe de dégager et d'expliquer. C'est le cas de l'extension et de la persistance de la pratique du *tavy*, du boycott des plantations de café (déjà observé avant la guerre, sous le Front populaire). L'historien doit s'intéresser aux préoccupations à la fois des économistes, des sociologues, des anthropologues, des démographes et même recourir à leurs méthodes. De telles investigations posent au chercheur le problème des sources.

#### — Le problème des sources

Une recherche qui prétend dépasser le cadre d'une simple histoire politique pour devenir une histoire totale donne forcément une place de choix aux sources orales. Celles-ci sont d'autant plus précieuses que, pour appréhender l'histoire de régions largement restées dans une civilisation de l'oral, les sources écrites ne suffisent pas car elles proviennent presque exclusivement des autorités. La plupart des dirigeants du M.D.R.M. et des sociétés secrètes ont pu faire part de leur connaissance des faits. Ce n'est pas encore le cas des survivants de l'insurrection, de ceux qui ont effectivement pris les armes. Restés dans leurs régions d'origine, dans des petits villages difficilement accessibles, ils sont souvent encore inconnus des autorités comme des chercheurs. Il y a aussi ceux qui ont vécu les événements de l'autre côté de la barrière, avec les autorités coloniales et les forces de répression. Leurs motivations, leur origine sociale, leur vision des événements sont tout aussi nécessaires à l'historien qui doit parvenir à gagner leur confiance et à les faire parler.

---

<sup>19</sup> Par exemple, il est notoire que, lors de l'insurrection dirigée par le MONIMA en avril 1971, les militants ont compté, vainement, sur l'aide de la Chine maoïste.

Il s'agit donc, dans l'état actuel des sources et de la recherche, d'effectuer des enquêtes orales dans les villages de la région orientale, recherches capitales et d'autant plus urgentes que le temps passe et que la mémoire humaine a des défaillances. Elles doivent permettre de reconstituer les événements, mais elles intéressent aussi les faits économiques, sociaux et démographiques. Ce travail de recherche a déjà eu un début de réalisation à l'U.E.R. d'Histoire d'Antananarivo.

Quant aux sources écrites, elles sont tout aussi indispensables. En plus des archives publiques et officielles, qu'il importe de collecter et de conserver en lieu sûr, les recherches sur l'insurrection devraient bénéficier de tous les papiers conservés par les familles, pas seulement ceux qui relatent les événements, mais encore ceux qui parlent du prix du café ou du riz ou des problèmes de main-d'oeuvre, de salaires, etc... Chaque document présente une utilité incontestable pour le chercheur qui veut appréhender la réalité économique et sociale. Il doit inviter et exhorter tout un chacun à permettre l'accès à cette source utile non seulement à son travail mais encore à une meilleure connaissance de l'histoire

#### 4 - Les recherches à l'U.E.R. d'Histoire d'Antananarivo

En dépit de la faiblesse des moyens dont elle dispose, l'U.E.R. d'Histoire entend promouvoir les recherches sur l'histoire des mouvements populaires à Madagascar. En effet, nous sommes convaincus qu'un tel travail ne relève pas seulement du domaine d'un passé à jamais révolu, qu'on étudierait pour une simple satisfaction intellectuelle. Ces mouvements font partie de notre héritage culturel et politique, héritage dont la connaissance contribue à forger l'identité du Malgache, tant il est vrai que passé et présent forment la longue chaîne de l'Histoire.

Articles d'enseignants-chercheurs publiés dans la revue de l'U.E.R., *Omalysy Anio*, mémoires et mini-mémoires de maîtrise<sup>20</sup> d'étudiants qu'ils dirigent, constituent le cadre du groupe de recherches sur les mouvements populaires. Tous ces travaux utilisent comme sources des dossiers d'archives mais certains sont édifiés avant tout grâce à des enquêtes orales sur le terrain. On peut notamment citer :

1. ESOAVELOMANDROSO F.V. (1975), "Les Sadiavahe : essai d'interprétation d'une révolte dans le Sud (1915-1917)", *Omalysy Anio (Hier et Aujourd'hui)*, n° 1-2, 1975, pp.139-171.

---

<sup>20</sup> Ces derniers dans le cadre du C2 de Maîtrise "Histoire des Sociétés de l'oralité".

2. JACOB G. (1981), "Sur les origines de l'insurrection du Sud-Est de Madagascar", *Omalysy Anio (Hier et Aujourd'hui)*, n° 13-14, 1981, pp.249-261.
3. RAMANANTSOA-RAMARCEL B. (1980), *La Jiny, société secrète dans la lutte de libération nationale (1943-1947)*, mémoire de maîtrise, U.E.R. d'Histoire, Antananarivo, 191 p. dactyl.
4. ANDRIANETRAZAFY H. (1985), *Les paysans de Morokay face à l'insurrection de 1947*, mini-mémoire, U.E.R. d'Histoire, 34 p. dactyl.
5. RANDRIANANTOANDRO S.T. (1985), *Le canton de Sambaina (Manjakandriana) de 1939 à 1947*, mini-mémoire, U.E.R. d'Histoire, 35 p. + annexes, 11 p. dactyl.
6. WING KONG L. (1985), *L'insurrection de 1947 dans la région de Vavatenina, le cas du village d'Antsirabe*, mini-mémoire de l'U.E.R. d'Histoire, 32 p. dactyl.
7. RAMAROKOTO W.J. (1986), *Information et développement du nationalisme dans le canton de Beforona (de 1946 à la veille de l'insurrection de mars 1947)*, mini-mémoire, U.E.R. d'Histoire, 25 p. dactyl.
8. MAHAMOUDOU N. (1987), *Le concept de "nation" à travers le mouvement du 29 mars 1947. Etude du cas des insurgés du canton de Lakato*, mini-mémoire, U.E.R. d'Histoire, 67 p. manuscrites.
9. RODERA (1987), *Participation paysanne à l'insurrection de 1947 : l'exemple du mouvement insurrectionnel à Fénérive-Est*, mini-mémoire, U.E.R. d'Histoire, 63 p. manuscrites
10. TSANGANDAHY M. (1990), *L'insurrection du 29 mars 1947 dans la région de Moramanga*, mémoire de maîtrise, U.E.R. d'Histoire, 159 p. + annexes, 108 p. dactyl.
11. WING KONG L. (1988), *Les Marosalohy de la région de Vavatenina. L'insurrection de 1947 d'après les sources orales*, mémoire de maîtrise, U.E.R. d'Histoire, 159 p. dactyl. + annexes, 108 p.

— Recherches en cours

Mémoires et mini-mémoires de maîtrise d'étudiants sont effectuées essentiellement à base d'enquêtes orales étoffées par quelques archives. A partir de recherches aboutissant à des monographies de régions relativement restreintes, les jeunes historiens dégagent les points marquants de l'insurrection dans les secteurs étudiés. Ces travaux intéressent la région du Centre Est : Moramanga, Anosibe an'Ala, Beforona, Beparasy, Brickaville, Fénérive-Est. Le Sud-Est offre aussi un

vaste champ de recherche, mais là tout reste à faire : c'est une question de moyens matériels, dont nous ne disposons pas actuellement.

Les travaux en cours, mémoires et mini-mémoires d'étudiants, concernent les régions de : Beforona, Moramanga (W.J. Ramarokoto) Anosibe an'Ala (J.V. Randriasimalala) Brickaville (N. Razafimandimby).

En l'état actuel de la recherche, compte tenu des sources dont nous disposons, la thèse selon laquelle 1947 constitue une manifestation authentique du nationalisme malgache, est confirmée ; 1947 s'inscrit ainsi dans la chaîne continue de la lutte du peuple malgache qui, depuis la conquête coloniale, s'est efforcée de chasser l'occupant et de rétablir la souveraineté de Madagascar. Ce qui n'exclut nullement que la lutte légale menée par les députés du M.D.R.M., à l'Assemblée nationale, et les membres du parti à Madagascar, soit elle aussi dictée par la volonté de recouvrer l'indépendance nationale. Il s'agit seulement de deux formes différentes de la même lutte.

L'intérêt de poursuivre des recherches sur les mouvements populaires et sur la vie politique après 1945 ne réside pas dans une simple soif de connaissance. L'objectif est de parvenir à une meilleure compréhension entre Malgaches, à une consolidation de l'unité nationale. Cependant, il nous faut constater également l'utilisation actuelle de l'insurrection de 1947 à des fins non désintéressées, et, comme le fait remarquer F. Raison-Jourde, "mués en héros positifs, les combattants de 1947 sont reconnus certes, mais se reconnaîtraient-ils dans la manière dont nous parlons aujourd'hui leur langue, dans le parrainage que les actuels dirigeants leur délèguent ? Comme le travail de chaque individu sur ses souvenirs, le travail collectif de remémoration-commémoration est une nouvelle donne de sens, où la compréhension se construit dans une transmutation dépendante d'enjeux très contemporains"<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> F. Raison-Jourde, "Une rébellion en quête de statut : 1947 à Madagascar", *Revue de la Bibliothèque nationale*, n° 34, 1989.

## II — BIBLIOGRAPHIE

L'insurrection de 1947 a déjà fait couler beaucoup d'encre. Notre objectif est de constituer un guide des ouvrages et articles qui traitent de la question, pour permettre à tout lecteur, grand public comme chercheur, de s'orienter, suivant ses préoccupations ou sa spécialité, parmi cette abondante littérature. Cette bibliographie, parfois suivie de présentations rapides, se cantonne aux publications intéressant directement l'insurrection et ne prétend pas s'étendre à tous les ouvrages consacrés au nationalisme malgache dans son ensemble. En outre, si certaines publications, contemporaines des événements, ne sont plus consultables que dans les bibliothèques européennes, nous les avons mentionnées, vu leur importance, espérant aussi, qu'à l'avenir, elles pourront être reproduites et accessibles à tous. Quant aux témoignages malgaches, dont la floraison actuelle ne peut qu'enrichir les sources des chercheurs, ils sont accessibles au public dans les centres de documentation spécialisés et dans les principales librairies d'Antananarivo.

### A — OUVRAGES GENERAUX SUR LA VIE POLITIQUE A MADAGASCAR

- X 1. BOITEAU P. (1958, 2e édition 1982), *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Paris/Antananarivo, coédition Editions sociales/ ministère de la Culture et de l'Art révolutionnaires, 445 p.
2. BORELLA F. (1958), *L'évolution politique et juridique de l'Union française depuis 1946*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 500 p.
3. CADOUX C. (1969), *La République malgache*, Paris, Berger-Levrault, 126p.
- X 4. DESCHAMPS H. (1960, 4e édition 1972), *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger-Levrault, 358 p.
5. PASCAL R. (1965), *La République malgache - Pacifique indépendance*, Paris, Berger-Levrault, 202 p.
- Y 6. RABEMANANJARA R.W. (1952), *Madagascar, histoire de la nation malgache*, Paris, Imprimerie Lachaud, 125 p.
- K 7. RALAIMIHOATRA E. (1969, 3e édition 1976), *Histoire de Madagascar*, Tananarive, Société malgache d'édition, 320 p.
8. SPACENSKY A. (1970), *Madagascar, cinquante ans de vie politique, de Ralaimongo à Tsiranana*, Paris, Nouvelles éditions latines, 526 p.

### B — TEMOIGNAGES D'EPOQUE

#### 1° — Malgaches

Il s'agit des témoignages des fondateurs ou des dirigeants du M.D.R.M. ou, comme le premier titre, de la presse d'opposition de nationalistes qui ont pris la relève de ce mouvement après l'insurrection.

9. FIFANAMPIANA MALAGASY ( 1954), *Ce que nous pensons sur l'union pour faire un premier pas vers l'indépendance, la terre, le bonheur et la paix*, Tananarive, 4 p.
- ✓ 10. RABEMANANJARA J. (1956), *Témoignage malgache et colonialisme*, Paris, Présence Africaine, 48 p.
- ✓ 11. RABEMANANJARA J. (1959), *Nationalisme et problèmes malgaches*, Paris, Présence Africaine, 224 p.
- ✓ 12. RABEMANANJARA J., RABEMANANJARA R.W., RAKOTO-RATSIMAMANGA A. (1946), *Madagascar. Les années d'épreuve*, Paris, Imprimerie Lachaud.
- ✓ 13. RABEMANANJARA R.W. (1953), *Madagascar sous la Rénovation malgache*, Paris/Tananarive, Petites imprimeries, 206 p.
- ✓ 14. RAKOTO-RATSIMAMANGA A. (1948), "La vérité sur l'affaire malgache", Paris, *Documents populaires*, numéro spécial, janvier 1948.
- ✓ 15. RAKOTO-RATSIMAMANGA et Comité d'action des intellectuels malgaches pour la défense des libertés (1954), *L'affaire malgache*, Paris, Comité de médecine.

2° — Français

Bon nombre de ces témoignages émanent du groupe de ceux qui ont défendu la cause des nationalistes malgaches, du M.D.R.M. en général, et des parlementaires en particulier.

- ✓ 16. BOITEAU P. (1948), "La situation matérielle et morale des travailleurs malgaches", Paris, *Esprit*, n° 142, février 1948, p. 240-256
- ✓ 17. BOITEAU P. (1954), "Moramanga, l'Oradour malgache", Paris, *La Nouvelle Critique*, n° 51, janvier 1954.
18. BOITEAU P., BOUDRY R., ESPIARD A., LORME J. de (1949), *L'Affaire de Madagascar, une Affaire Dreyfus à l'échelle d'un peuple*, Paris, Comité franco-malgache.
19. BOUDRY R. (1948), "Le problème malgache", *Esprit*, n° 142, février 1948, p. 180-220.
20. BOUDRY R. (1949), "J'ai témoigné au procès de Madagascar", *Esprit*, n° 152, janvier 1949, p. 125-148.
21. BOUSSENOT G. (1947), "Le drame malgache", Paris, *Revue politique et parlementaire*, n° 567, mai 1957.  
Cet article reflète surtout le point de vue de l'administration
22. CASSEVILLE H. (1948), *L'île ensanglantée, Madagascar 1946-1947*, Paris, Fasquelle, 261 p.
23. IVRY H. (pseudonyme de Me DOUZON) (1948), "Le mouvement national malgache", *Esprit*, n° 142, février 1948, p. 221-239.

24. "L'insurrection malgache" (1950), *Bulletin des missions de l'Abbaye Saint-André-les-Bruges*, tome XXIV, n°2 et n°3-4, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 1950, p. 157-171 et p. 255-276.

25. LIOTARD A., La Ligue de défense des intérêts franco-malgaches et *Tana Journal* (1947), *La lumière sur les événements de Madagascar*, Tananarive, Pitot de la Beaujardière, 70 p.

Cet ouvrage expose le point de vue d'entrepreneurs commerciaux et industriels français résidant à Madagascar.

26. LORME J. de (1947) "Le colonialisme et la Grande Ile de Madagascar", Paris, *La Pensée*, n° 11, supplément, mars-avril 1947, p. 1-10.

27. MANNONI O. (1948), *Psychologie de la colonisation*, Paris, Seuil, 232 p.

28. MANNONI O. (1950), "Psychologie de la révolte malgache", *Esprit*, n° 166, avril 1950, p. 581-595.

29. MANNONI O. (1984), *Prospero et Caliban. Psychologie de la colonisation*, Paris, Editions universitaires, 217 p.

Ancien professeur de philosophie dans un lycée de Tananarive, O Mannoni a réactualisé un ouvrage conçu et rédigé après l'insurrection.

30. PENARD colonel (1953), *Madagascar et la rébellion de 1947*, Paris, *La Documentation française*, polycopié.

31. STIBBE P. (1954), *Justice pour les Malgaches*, Paris, Seuil, 144p.

32. VAUDE M. (1948), "L'affaire malgache", Paris, *Revue des troupes coloniales*, n° 295, janvier 1948, p. 3-15

33. VOISIN P. (1947), "A Madagascar, île fortunée et tragique", Paris, *Le Monde*, 17-21 juin 1947.

### C — TEMOIGNAGES RECENTS

Laissés, par d'anciens membres du MDRM ou des sociétés secrètes, dont la plupart, cependant, n'ont pas participé à l'insurrection proprement dite, ces témoignages n'ont pu être écrits, donc publiés et connus du public que depuis 1967, année où le 29 mars fut consacré à la commémoration de tous les martyrs du nationalisme malgache.

34. DAMA R. (1967), *Ny ady tao Anosibe-Anala, 1947* (Le combat d'Anosibe-Anala - 1947) Antananarivo Librairie Ny Nosy, 25 p.

L'auteur de ce témoignage est le seul chef de la guérilla qui ait pu échapper à la répression. Il livre, de ce fait, au lecteur, un témoignage de valeur.

Ce témoignage a été traduit en français et présenté par F. Fanony et N. Gueunier (1983), "Deux documents sur l'insurrection de 1947" *Etudes océan Indien*, vol. III, 1983.

35. HARISOA A. (1973), *Antomboka 1947*, Antananarivo, Industries graphiques tananariviennes.

36. KOKO J.M. (1982), *Tsiainy - Tolom-pivotana 1947 - MDRM* (Souvenirs-Luttes populaires de 1947 - MDRM), Antananarivo, Ministère de la Culture et de l'Art révolutionnaires, 157 p.

37. NDROVA P. (1983), "Momba ny "rébellion" taona 1947", Edition du texte malgache et traduction du manuscrit par F FANONY et N. GUEUNIER, art. cité.

38. RABIALAHY S. (1980), *Méditations d'un condamné politique de 1947*, Fianarantsoa, Editions Ambozontany, 71 p.

39. RAJERISON M. (1976), "Fiantsiana sa tolom-bahoaka miavo-tena ny 29 marsa 1947" ? Antananarivo, *Tantara*, n° 4-5, p. 1-76.

Ce témoignage d'un insurgé de la région de Manakara soutient que le mouvement du 29 mars est bien une insurrection organisée pour chasser l'occupant.

40. RAKOTOMALALA J. (1974), *Zava-miafin'ny 29 mars 1947, tantara marina*, Antananarivo, Imprimerie Fanotam-boky malagasy, 132 p.

41. RAKOTOMALALA J. (1974), *Zava-miafin'ny 29 marsa 1947, Boky faharoa*, Antananarivo, Imprimerie catholique, 60 p.

42. RAKOTOMALALA J. (1983), *Zava-miafin'ny 29 mars 1947*, (Ce que cache le 29 mars 1947), *Boky fahatelo*, Antananarivo, Madprint, 122 p.

43. RAKOTONIAINA (1967, 2ème édition 1977), *Ny marina momba ireo vagon'i Moramanga*, Antananarivo, Imprimerie Tatsinanana, 98 p.

La vérité sur les wagons de Moramanga, racontée par le seul survivant de la tuerie.

44. RALAITAFIKA P.S. (1976), *Tahirin'Antsihanaka 1947. Tantara marina nampirotsa-draomaso : tao Ambatondrazaka*, (Souvenirs d'Antsihanaka de 1947. Histoire vraie et touchante qui s'est déroulée à Ambatondrazaka) Antananarivo, Imprimerie Takariva, 86 p.

45. RALIJAONA C. (s.d), *Golgota 1947, wagon Moramanga*, Antananarivo, Imprimerie de Madâgascar.

46. RASAMOELINA H.L. (1979), *Ny tranomaizina MDRM 1946-1956. Toamasina-Antsihanaka*, Antananarivo, Imprimerie Hehy, 111 p.

47. RASAMOELINA V. (1991), *Herimpom-behivavy, na ny tantaram-piainan-dRamatoa Razanamalala Charline*, préface de Gisèle Rabesahala, Ministère de la Culture et de l'Art révolutionnaires, 77 p.

48. RATSIMAZAFY (1977), *Mizana tsy madainga. Boky mirakitra ny raharahan'ny taona 1947 tao amin'ny faritanin'i Moramanga*, Antananarivo, Imprimerie catholique, 100 p.

49. RAZAFINDRAKOTO E. (1983), *Ny tany an'ny taona. Boky voalohany*, (Le guide, tome I), Antananarivo, Imprimerie "Le travail", 92 p.



## D — RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Tout comme les témoignages des nationalistes, les travaux de recherche universitaire ne datent eux aussi que de la fin des années 1960 et du début des années 1970, tant il est vrai qu'avant les événements étaient jugés trop proches et trop brûlants encore. Nous avons réuni ici aussi bien des thèses et des mémoires d'Histoire que de Droit. Certaines publications sont des communications présentées à des colloques récents ou le résultat de recherches de groupes d'études.

50. BETHIAUX D. (1976), *Contribution à l'histoire de la nation malgache : le PADESM*, Nancy, Faculté des Lettres, mémoire de maîtrise.

51. CHAIGNEAU P. et RASOARAHONA S. (1980), "Chronologie de l'insurrection de 1947", Paris, *Cahiers du C.A.C.I.D* n° 1, spécial 1947, p. 61-70.

52. DELVAL R. (1976), "L'histoire du PADESM (Part des déshérités de Madagascar) ou quelques faits oubliés de l'histoire malgache" in *Les prodromes de la décolonisation de l'empire français*, Paris, CNRS, 1986, p. 275-288.

Y 53. GUERIN des CROIX du MARTERAY C. (1977), *Une colonie pendant la guerre ou les origines d'une révolte : Madagascar 1939-1947*, Nice, Faculté des Lettres, thèse pour le doctorat d'Etat.

✓ 54. KOERNER F. (1971), "Les événements de 1947 à Madagascar", *Esprit*, n°406, septembre 1971, p.315-326.

55. LUPO-RAVELOARIMANANA M. (1984), *Les archives de l'aumônerie catholique auprès des formations malgaches en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Tuléar, Etablissement d'Enseignement Supérieur des Lettres, mémoire de maîtrise, 278 p.

56. MARON C. (1971), *L'insurrection de 1947 à Madagascar*, Aix-en-Provence, mémoire pour le D.E.S. d'Histoire, 1971.

57. MARON C. (1977), *L'hebdomadaire Lumière à Madagascar de 1935 à 1972*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille III, 1977, 295 p.

58. PARMENTIER G. (1980), "Brève note sur l'attitude française pendant les événements de Madagascar", Paris, *Cahiers du C.A.C.I.D.*, n° 1, spécial 1947, p. 21-25.

✓ 59. RABEARIMANANA L. (1978), *La presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956. Contribution à l'histoire du nationalisme malgache du lendemain de l'insurrection à la veille de la Loi cadre*, Paris, Université de Paris-I, thèse pour le doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle, 450 p.

Y 60. RABEARIMANANA L. (1979-1980); "Un grand journal d'opinion malgache Ny Fandrosoam-baovao (1931-1959) - 1<sup>ère</sup> partie, II. "Un nationalisme modéré", Antananarivo, *Omaly sy Andro (Hier et Aujourd'hui)*, n°9, janvier-juin 1979, p. 7-40, et n°11, janvier-juin 1980, p. 7-48.

61. RABEARIMANANA L. (1980), "Presse d'opinion et luttes politiques à Madagascar de 1945 à 1956", Paris, *Revue française d'Histoire d'Outre-mer*, t. LXVII, n° 246-247, p. 99-122.
62. RABEARIMANANA L. (1985), "Prédication de la Bible et nationalisme à Madagascar (1945-1960)", *Colloque sur l'impact culturel de la Bible en malgache à Madagascar*, Antananarivo, 22 p., multigraphiées.
63. RABEARIMANANA L. (1986), "Les Malgaches et l'idée d'indépendance de 1945 à 1956" in *Les prodromes de la décolonisation de l'empire français*, Paris, CNRS, 1986, p. 263-274.
64. RAHARISON F. (1980), "Les notables et l'insurrection de 1947", Paris, *Cahiers du C.A.C.I.D.*, n° 1, spécial 1947, 7 p.
65. RAHERIVELO C. (1980), "L'insurrection malgache de 1947 et l'environnement international", Paris, *Cahiers du C.A.C.I.D.*, n° 1, spécial 1947, p. 4-20.
66. RAISON-JOURDE F. (1986), "Les églises protestantes pré-coloniales comme lieux de transition vers la politique", in *Emergence des partis et légitimation du pouvoir politique à Madagascar, 1936-1972*, Paris, Laboratoire "Tiers Monde, Afrique" (U.A. 383) avec le concours de l'Université de Paris-VII, Séminaire JJ 424, *Sociétés et civilisations de l'océan Indien occidental*, 12 p.
67. RAISON-JOURDE F. (1989), "Une rébellion en quête de statut : 1947 à Madagascar," *Revue de la Bibliothèque Nationale*, Paris, n° 34, p. 24-35.
68. RAMANANTSOA-RAMARCEL B. (1986), *Les sociétés secrètes nationaliste à Madagascar dans la première moitié du XXe siècle : V.V.S., Panama, Jiny*, Paris, Université de Paris-VII, thèse pour le doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle, 2 tomes,
69. RAMANANTSOA-RAMARCEL B. (1980), *La Jiny, société secrète, dans la lutte de libération nationale (1943-1947)*, Antananarivo, UER d'Histoire, mémoire de maîtrise, 191 p.
70. RANDRIAMARO J.R. (1986), *Le PADESM : 1946-1956 (Parti des déshérités de Madagascar)*, Paris, Université de Paris-VII, mémoire en vue de l'obtention du D.E.A., 31 p.
71. RANDRIANJA S. (1986), "L'émergence de la classe politique malgache de Gallieni aux années 50", Paris, Séminaire JJ 424, *Sociétés et civilisation de l'océan Indien occidental*, Laboratoire "Tiers Monde, Afrique" (U.A. 363) avec le concours de l'Université Paris-VII, 9 p.
72. RASOARAHONA C. (1980), "Le personnel militaire malgache et l'insurrection de 1947", Paris, *Cahiers du C.A.C.I.D.*, n° 1, spécial 1947, p.33-48.
73. RATREMATSIALONINA D. (1986), *Madagascar pendant la Seconde Guerre mondiale. Un essai d'autarcie (1939-1943)*, Aix-en-Provence, Faculté des Lettres, thèse pour le doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle, 2 tomes.

74. SERRE-RATSIMANDISA C. (1980), "Essai de classification théorique des événements de 1947", Paris, *Cahiers du C.A.C.I.D.*, n° 1, spécial 1947, p. 87-95.

75. TRONCHON J. (1974, 3<sup>ème</sup> édition 1986), *L'insurrection malgache de 1947. Essai d'interprétation historique*, Paris/Fianarantsoa, co-édition Ambozontany/Karthala, 397 p.

Ouvrage de référence pour toute étude sur l'insurrection de 1947. Jacques Tronchon est le premier (après le témoignage de Maurice Rajerison) à soutenir la thèse de l'insurrection.

76. NDRIANDAHY M. (1990), *L'insurrection malgache du 29 mars 1947 dans la région de Moramanga*, mémoire de maîtrise, Antananarivo, U.E.R. d'Histoire, 191 p.

77. WING KONG L. (1988), *Les Marosalohy de la région de Vavatenina. L'insurrection de 1947 d'après les sources orales*, mémoire de maîtrise, Antananarivo, U.E.R. d'Histoire, 159 p. + annexes, 108 p.

## E — JOURNAUX DE L'EPOQUE

Malgré la censure établie à la suite de l'insurrection, les journaux malgaches constituent une source non négligeable pour le chercheur. Nous les avons classés par tendances, suivant leur prise de position par rapport aux événements. Nous mentionnons enfin, certaines dates du *Journal officiel de la République française* correspondant aux débats parlementaires traitant de la question (extraits des éléments de bibliographie du numéro "spécial 1947" du *Cahier du C.A.C.I.D.*, p.77).

### 1° — Journaux publiés à Madagascar

#### Journaux nationalistes

Nous avons relevé uniquement ceux qui s'intéressent directement aux événements de 1947. Pour toute étude sur le nationalisme malgache une liste plus exhaustive des périodiques malgaches est consultable dans ma thèse publiée depuis 1980 (*La presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956. Contribution à l'histoire du nationalisme malgache du lendemain de l'insurrection à la veille de la Loi Cadre*, Antananarivo, Librairie mixte, 1980, 326 p.).

1. *Antson'ny Nosy. Gazetin'ny vahoaka*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache et français Dir.propriétaire Ralaiarijaona - (3 janvier 1950 - mars 1961).

2. *Ny Fahafahana. Politique, social, républicain, populaire*, (titre français : *La Liberté*), hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache et français. Dir. publ. J-B. Rabeantoandro ( 10 avril 1946- 26 mars 1947).

3. *Fahaleovantena*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache et français. Dir. gérant A. Ramazomanana ou L. Rasamoely puis J. Rabehajaina (18 décembre 1946-22 décembre 1948).

4. *Ny Fandrosoam-baovao*. Grand hebdomadaire politique, littéraire et d'informations puis *Journal politique, indépendant démocrate, social*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache et français. Dir. publ. W. Razakalalao puis W. Ravelomaria puis Ny Avana Ramanantoanina et E. Rasakaiza, puis G. Razafintsalama (5 août 1931-16 juillet 1959).

5. *Ny Feo Malagasy*. *Gazetin'ny Mouvement social malgache*, (titre français *La Voix*), hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache et français. Dir. publ. T. Rakotomalala puis R. Rajemisa Raolison (1 juin 1947-16 juillet 1948).

6. *Fifanampiana*. *Gazetin'ny Comité de solidarité de Madagascar*, bimensuel, Antananarivo, texte malgache. Dir. publ. M. Rakotobe (août 1950-1980).

7. *Ny Fijoroana*. *Ekonomika, politika, socialy*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache. Dir. publ. E. Razafindrakoto (6 décembre 1946-27 juin 1947).

8. *Ny Firenako*. Bilingue, politique, éducation sociale, information hebdomadaire, Antananarivo. Dir. de la publication Ranarivelo puis C. Ratrimoarison (12 avril 1946-17 avril 1947).

9. *Ny Fivondronana Malagasy*. *Gazety isan-kerinandro avoakan'ny Mouvement démocratique de la rénovation malgache*, section régionale de Diégo-Suarez, hebdomadaire, Diégo-Suarez, texte malgache (10 octobre 1946-26 mars 1947).

10. *Fraternité*. (titre malgache *Fihavanana*), texte malgache et français Propriétaire Z. Rasoanoro. Dir. publ. M. Jeannelle puis R. Lombardo. (16 octobre 1947-19 novembre 1948).

11. *Gazetin'i Madagasikara*. *Organe politique, économique et financier*, mensuel, Paris puis Antananarivo, texte malgache et français. Dir. gérant J. Gerling puis G. Ranaivoarivony, dir. politique R.W. Rabemanjara (octobre 1949-octobre-novembre 1953).

12. *Kintan'i Madagasikara*. *Mivoaka isan-kerinandro*, hebdomadaire, puis quotidien, Antananarivo, texte malgache. Dir. publ. L. Rasamoely (11 janvier 1950-22 décembre 1955).

13. *Ny Kintan'ny maraina*. *Gazety mahaso, mahafinaritra. milaza vaovao*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache. Propriétaire J. Rakotonirainy, dir. publ. J. Ranaivo puis P. Ramasindraibe (4 août 1944-mai 1949).

14. *Lalam-baovao, Fahaleovantena, tany fiadanana, fandriampahalemana, fivondronana*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache. Dir. gérant Ravoahangy Rakotonirina, (3 juillet 1953-25 mars 1955).

15. *Maresaka*. *Gazetim-baovao*, quotidien, Antananarivo, texte malgache Dir. publ. Ralaiairijaona puis S. Rakotoarimah (2 février 1954 - publication en cours)

16. *Ny Rariny*. (titre français *La Justice*), bilingue, hebdomadaire républicain du *Front Populaire...* puis *Organe pour l'indépendance au sein de l'Union Française*, hebdomadaire, puis tri-hebdomadaire, Antananarivo. Dir. publ. J. Ramanampisoa puis J. Ranaivo (novembre 1936 - 1<sup>er</sup> avril 1947).

17. *Tari-Dàlana*. *Gazetin'ny vahoaka malagasy*, hebdomadaire, Antananarivo texte malgache. Dir. publ. R. Lombardo (17 au 24 juin 1949 - 5 mai 1950),

18. *Tenimiera. Gazetin'ny valioaka malagasy*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache. Dir. publ. R. Lombardo puis B. Andriantseheno puis Z. Rasoanoro (9 juillet 1948 - 12 février 1954).

#### Journaux du PADESM et organisations proches

19. *Ny Antsika*. (titre français *Les nôtres*), Journal d'information, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache et français, publié par l'Association culturelle des intellectuels malgaches côtiers (ACIMCO). Dir. publ. Tongalaza (5 octobre 1951 - 25 octobre 1957).

20. *Ny Firaisana*. Organe indépendant de défense des intérêts franco-malgaches, bimensuel, Fianarantsoa, texte malgache et français. Gérant R. Ramamonjisoa, rédacteur P. Velonjara (21 mai 1947 - août 1957).

21. *Voromahery*. Organe central et de défense du Parti des déshérités de Madagascar (PADESM) *Gazetin'ny firaisan'ny Maintienindreny sy ny karazany ary ny taniindrana rehetra eto Madagasikara*. Dir. publ. Ramambasoa puis J.W. Ralibera (6 août 1946 - 27 décembre 1955).

22. *Zanaboromahery. Gazetin'ny Comité régional-n'ny PADESM eto Antananarivo*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache. Dir. publ. J. Randriamihamisoa (23 octobre 1947 - 25 décembre 1947).

#### Journaux de la mission catholique

23. *Fanilo. Gazety miseho isan'Alarobia*, hebdomadaire, Fianarantsoa, texte malgache, publié par la mission Catholique. Dir. publ. A. Doultiez, puis J. Rajaobelina (28 mars 1947-28 décembre 1955).

24. *Isan'andro*. Quotidien en langue malgache, puis seul quotidien en langue malgache, quotidien, Antananarivo, texte malgache, publié par le vicariat apostolique puis l'archidiocèse d'Antananarivo. Dir. gérant R. Razafintsalama puis B. Rabe puis E. Rabarison (1<sup>er</sup> juillet 1947-29 décembre 1955).

25. *Lakroan'i Madagascar* (puis *Lakroan'i Madagasikara*). *Gazety mahasoa, varotra, tao-zavatra, fambolena*, puis *Gazetim-baovao*, hebdomadaire, Antananarivo, texte malgache publié par le vicariat apostolique puis l'archidiocèse d'Antananarivo. Dir. publ. J-B. Ramanamisata puis J-B. Rakotomavo (31 décembre 1935-26 décembre 1955).

26. *Lumière. Journal d'information*, bimensuel, puis hebdomadaire, Fianarantsoa, texte français, publié par le vicariat apostolique, puis l'archidiocèse de Fianarantsoa. Dir. publ. P.X. Morel puis A. Doultiez (1<sup>er</sup> août 1935 - décembre 1972).

#### Journaux des entrepreneurs coloniaux

27. *L'Avenir de Madagascar*. Hebdomadaire, Antananarivo, texte français. Dir. publ. G. Dussal. Dir. politique L. Le Garrec (1<sup>er</sup> février 1946 - 28 décembre 1952).

28. *En action*. Organe bimensuel de la France combattante de Madagascar puis Pour l'Union française puis Pour l'Union franco-malgache, bimensuel puis hebdomadaire. Dir. publ. P. Menjoz puis D. Serrure, M. Jenou puis C.P. Petit puis C. Premillien (15 juin 1944 - 22 juillet 1948).

29. *France-Madagascar*. Hebdomadaire, Antananarivo, texte français. Dir. publ. L. Teillet puis P. Le Verbe (1<sup>er</sup> avril 1947 - décembre 1955).

30. *Ralliement*. Organe du mouvement de rassemblement franco-malgache, hebdomadaire. Dir. publ. Ch. Palmer (5 décembre 1946 - novembre 1947).

31. *Tana-Journal*, puis *Présence française et défense des intérêts franco-malgaches*, puis *Hebdomadaire illustré d'information*, hebdomadaire. Dir. publ. M. Louvel puis M. Fraise puis A. Liotard et M. Pitot de la Beaujardière puis R. Clément (2 octobre 1946 - juillet 1958).

## 2° — Journaux publiés en France

Ils peuvent être consultés aussi bien à la Bibliothèque nationale, département des périodiques (54, rue de Richelieu, Paris) que dans les archives des journaux qui paraissent encore. Nous nous contentons d'en fournir une liste indicative.

### Quotidiens et périodiques :

- *Bulletin de l'A.F.P.*, *Bulletin du ministère de la France d'Outre-mer*, *Climats*, *Combat*, *La Défense*, *Franco-tireur*, *France-Soir*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Le Monde*, *La Revue des Marchés coloniaux*

### Journal Officiel de la République française - Débats parlementaires :

#### • Assemblée nationale :

6, 7 et 9 mai, 6 juin, 1<sup>er</sup> août 1947, 12 janvier, 13 novembre, 29 décembre 1951 ; 26 février 1953 ; 17 juin 1954 .

#### • Conseil de la République :

17 juin, 18 et 24 juillet, 7 août 1947.